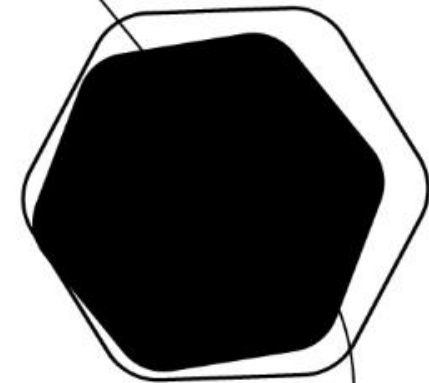


HCTISN – GS

Cigéo

10 février 2026

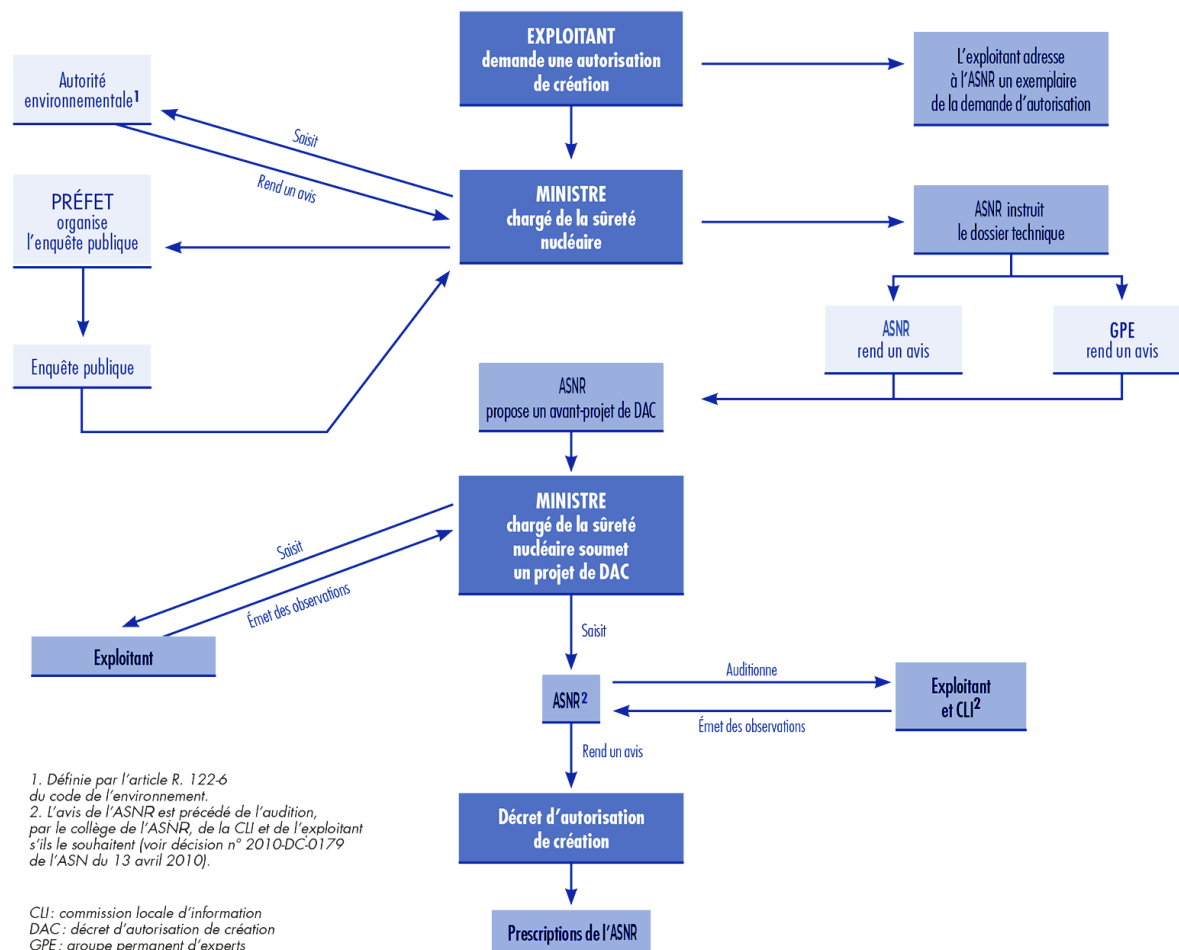


Rappel du cadre législatif spécifique à Cigéo



• Procédure « classique » d'autorisation de création d'une installation nucléaire de base (INB)

La procédure d'autorisation de création d'une INB définie au chapitre III du titre IX du livre V du code de l'environnement *s'applique à Cigéo avec des spécificités (cf. suivants).*



NB : La loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes *ne s'applique pas à Cigéo*

Dispositions particulières liées à Cigéo : Article L. 542-10-I du code de l'environnement

« Par dérogation aux règles applicables aux autres installations nucléaires de base [...] :

– la demande d'autorisation de création du centre donne lieu à un rapport de la commission nationale mentionnée à l'article L. 542-3, à un avis de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection et au recueil de l'avis des collectivités territoriales situées en tout ou partie dans une zone de consultation définie par décret ;

➤ En plus de la procédure classique, un rapport de la CNE2 ainsi qu'un avis de l'ASNR sont nécessaires et le périmètre des consultations est défini par décret

— la demande est transmise, accompagnée du compte rendu du débat public, du rapport de la commission nationale mentionnée à l'article L. 542-3 et de l'avis de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection, à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, qui l'évalue et rend compte de ses travaux aux commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat ;

➤ Le compte-rendu du débat public, le rapport de la CNE2 et l'avis de l'ASNR sont transmis à l'OPECST, qui rend un rapport

- L'autorisation de création du centre est délivrée par décret en Conseil d'Etat, pris selon les modalités définies à l'article L. 593-8, sous réserve que le projet respecte les conditions fixées au présent article ;»

➤ Le DAC est un décret en Conseil d'État dans le cas de Cigéo



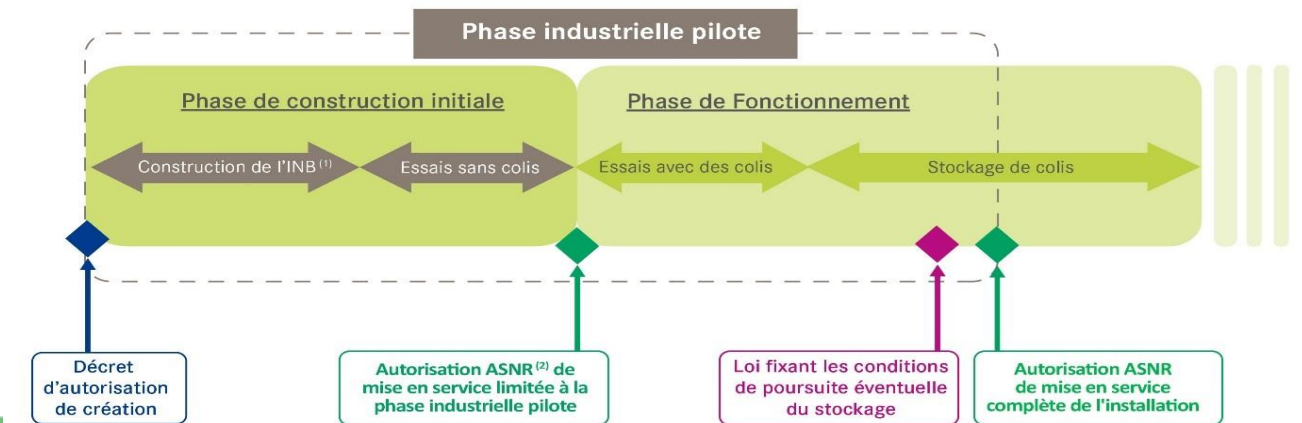
Conséquences pour l'instruction du DAC de Cigéo :

- Le décret définissant le périmètre des consultations des collectivités **est paru en août 2025**
[Décret n° 2025-771 du 4 août 2025 définissant la zone de consultation des collectivités territoriales de l'article L. 542-10-1 du code de l'environnement – Légifrance](#)
- Le délai d'instruction a été prorogé de 2 ans, conformément au R. 593-28 du code de l'environnement, l'échéance d'instruction pour le DAC étant désormais **le 16 janvier 2028**
- L'avis de l'ASNR ainsi que le rapport de la CNE2 ont été présentés à l'OPECST **le 4 décembre 2025 et publiés dans la foulée**
- **Un rapport de l'OPECST est attendu avant l'EP du DAC**
- **Le décret final est un décret en Conseil d'État**



Les suites de la procédure DAC sont également spécifiques, avec de nombreux jalons supplémentaires :

- L'autorisation de mise en service est limitée à la phase industrielle pilote ;
- Les **résultats de la phase industrielle pilote** font l'objet d'un rapport de l'Andra, d'un avis de la CNE2, d'un avis de l'ASNR et du recueil de l'avis des collectivités territoriales ;
- Ces éléments sont transmis à l'OPECST, qui l'évalue et rend compte de ses travaux aux commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat ;
- Le **Gouvernement présente un projet de loi** adaptant les conditions d'exercice de la réversibilité du stockage et prenant en compte, le cas échéant, les recommandations de l'OPECST ;
- L'ASNR délivre **l'autorisation de mise en service complète de l'installation**. Cette autorisation ne peut être délivrée à un centre de stockage en couche géologique profonde de déchets radioactifs ne garantissant pas la **réversibilité** de ce centre dans les conditions prévues par la loi.



CG-TE-D-MGE-AMOA-CMO-0000-25-0001-A

(1) Installation nucléaire de base.
(2) Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection.

Calendrier de la procédure de DAC et suites



Article L593-7

Dépôt DAC

auprès du Ministre chargé de la sûreté nucléaire
(janvier 2023)

Dialogue technique
Anccli, Clis de Bure et IRSN
(janvier 2023 à mi-2025)

Consultation des parties prenantes sur projet d'avis ASNR
(octobre 2025)

Article L542-10-1

Publication de l'avis ASNR
(décembre 2025)

Article L542-10-1

Avis de l'ASNR sur le projet de décret

Constitution CLI

Instruction technique [Ministère+ASNR]
(2023-2025)

Consultations réglementaires
[Préfectures 55+52]
(2025-2026)

Enquête publique
[Préfectures 55+52]
(automne 2026)

Rédaction du projet de décret
[Ministère+ASNR]
(2026-2027)

Publication du décret d'autorisation de création (DAC) [décret du PM en Conseil d'Etat]
(2027)

Saisine de l'ASNR sur instruction technique par Ministre chargé de la sûreté nucléaire
(mars 2023)

Recevabilité du dossier (juin 2023)
[Ministère+ASNR]

Instruction et expertises (2023-2025) : [ASNR]
3 phases selon 3 thématiques [une concertation avec les parties prenantes a été organisée, en amont, sur la saisine de l'expertise (ex-IRSN) et sur chaque saisine des différents GP]

- **GP1** : les **données de base** retenues pour l'évaluation de sûreté de Cigéo, qui ont fait l'objet d'une première publication de l'ASN en juin 2024 [réunion du groupe permanent d'experts pour les déchets1 (GPD) les **24 et 25 avril 2024**];
- **GP2** : l'**évaluation de sûreté en phase d'exploitation**, qui a fait l'objet d'une information publiée le jeudi 16 janvier 2025 [réunions du groupe permanent d'experts pour les déchets (GPD) les **10 et 11 décembre 2024**]
- **GP3** : l'**évaluation de sûreté en phase d'après fermeture**, dont l'instruction est en cours pour une information prévue à l'été 2025 [réunions du groupe permanent d'experts pour les déchets (GPD) les **24 et 25 juin 2025**]

Articles L542-10-1, L122-1

(octobre -> décembre 2025)

- **Autorité environnementale (AE)** : avis
- **Commission nationale d'évaluation (CNE2)** : rapport
- **Collectivités territoriales** : avis (cf. Décret n° 2025-771 du 4 août 2025 définissant la zone de consultation)
- **CLIS Bure** : pour information

(mi-2026)

- **Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST)** : rapport

Prise en compte des éléments des consultations et de l'enquête publique
[Ministère+ASNR]
+ avis exploitant [Andra]
Article R593-25

Puis...si projet autorisé :

Article L542-10-1

- **Prescriptions techniques ASNR**
- Procédure d'autorisation de mise en service de la phase industrielle pilote (Phipil) [ASNR]
- **Construction initiale et phase industrielle pilote** (Phipil) [Andra]
- **Bilan de la phase industrielle pilote** [rapport Andra, avis CNE2, avis ASNR, avis des collectivités territoriales] -> transmis à l'OPECST]
- Le Gouvernement présente un **projet de loi** fixant les conditions de poursuite éventuelle du stockage, prenant en compte les recos de l'OPECST (-> ex : poursuite, poursuite avec des conditions supplémentaire ou arrêt du projet) [gouvernement/Parlement]
- **En fonction des décisions parlementaires, autorisation de mise en service complète** pour la phase de fonctionnement et de construction progressive [ASNR]